

**SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DE LA DORDOGNE**  
Extrait du Registre des délibérations du Comité Syndical

COMITE SYNDICAL DU 11/12/2025

**DELIBERATION N° 202512120**

**Objet : Mise à jour du régime indemnitaire**

Membres en exercice	72
Titulaires présents	42
Suppléants présents	5
Votants	47

Le onze décembre deux mille vingt-cinq à 9h, le Comité du Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, s'est réuni à Périgueux Résidence Hôtelière - Salle Saint Front, sous la Présidence de Monsieur Philippe DUCENE, Président du SDE24.

**Date de convocation : 03/12/2025**

**Secrétaire de séance : Monsieur Gilbert DE MIRAS**

**PRESENTS :** Lionel ARMAGHANIAN, Jean-Jacques DUMONTET, Dominique DURAND, Alain PIERREFITTE, Serge MAZE, Bernard FAGET, Marc MATTERA, Jean-François LARAVOIRE, Alain MARTY, Frédéric BEAUVIER, Denis BROUILLAUD, Jean-Marie MAIRE, Huguette VILLARD, Patrick TREILLE, Jean Marie THOMAS, Josiane BOYER, Gilles BITTARD, Jean Pierre LACOSTE, Philippe DUCENE, Maurice CHABROL, Eric LAFONTAINE, Gérard LACOSTE, Béatrice HAGEMAN, Joël GADAUD, Pascal COURNARIE, Alain BUFFIERE, François COURTEY, Dominique CAILLOU, Eric VARIN, Brigitte CABIROL, Marc MELOTTI, Pierre CHEVALIER, Alain VILATTE, Alain CASTANG, René VISENTINI, Henri TONELLO, Jean Pierre FRAY, Claudine FAURE, , Jean-Luc SANCHEZ, Gilbert DE MIRAS, Dominique IBERTO, Jacques MARSAT.

**\*SUPPLEANTS PRESENTS :** Antonio RODRIGUEZ, Evelyne ROUX, Guy PIEDFERT, Henri BOUCHARD, Bernard PREVOT.

**EXCUSES :**

Laurent PELLERIN, Gérard MARTIN, Gérard MOURET, Jean Michel DREUIL, Jean François PIBOYEU, Aude CRUVEILLER, Joël EYMET, Jean-Louis CHAZELAS, Serge DOUMERC, Bernard MAZET, Daniel CHAUME, Florence GAUTHIER, Jean-François MATHIEU, Josiane SOURDET, Alain POINET, Jean-François MARTINET, Jean-René BERTIN, Eric DUBOIS, Christian BORDENAVE, Agnès DAURIAC, Flore BOYER, Michel AUGÉIX, Michel LAROUMAGNE, Clovis TALLET, Claire HENON, Marie-Rose VEYSSIERE, Thierry BOIDE, Georges ELIZABETH, Philippe GEORGES, Anne MARCHAND,

Ayant constaté que le quorum est atteint, Monsieur Philippe DUCENE, Président, ouvre la séance à 9h, puis il procède à la nomination d'un Secrétaire de séance pris au sein du Comité. M. Gilbert DE MIRAS est désigné pour remplir cette fonction qu'il accepte.

**ADMINISTRATIFS :** Séverine SALLET Directrice Générale des Services, Nicolas AUBIN Directeur Général Adjoint, Directeur des Services Techniques, Laurence MICHAUD Directrice des Finances, Marlène BORGES-CORREIA Directrice des Ressources Humaines et des Moyens Généraux, Delphine RADTKE Directrice Stratégie Bas Carbone, Charlotte PETIT Adjointe à la Direction Stratégie Bas Carbone, Xavier LAMONTAGNE Directeur des Systèmes d'Information, Florine FROGE Chargée de Communication, Corinne BATTISTON Assistante du Président et de la Direction, chargée des relations avec les collectivités territoriales, Christine SARDOU gestionnaire marché public et Clara THORILLON gestionnaire des affaires juridiques.

**INVITES EXCUSES :**

Madame Marie AUBERT, Préfète de la Dordogne,  
Monsieur Lionel ARCHER Payeur Départemental.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L712-1 et -2, L714-1, L714-4 et suivants ;

**Vu** le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;

**Vu** le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 modifié relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

**Vu** le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

**Vu** le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux et la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

**Vu** les délibérations du Comité Syndical du 1<sup>er</sup> décembre 2016 et du 11 janvier 2022 relatives à la mise en place et à la mise à jour du régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) au sein de la collectivité ;

**Vu** l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 25 novembre 2025 ;

**Considérant** qu'il apparaît opportun d'actualiser le tableau des groupes de fonctions, établi en 2017, et mis à jour en 2022 (tableau annexé à la présente délibération) en raison du développement de nouveaux métiers au sein du SDE 24 liés à différents projets, mais aussi en vue de renforcer l'attractivité de la collectivité ;

Pour mémoire, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) se compose de deux parts :

- Une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) qui tient compte du niveau de responsabilité, de l'expertise et de l'expérience professionnelle de l'agent, versée mensuellement,
- Un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir en lien avec l'évaluation professionnelle qui revêt un caractère facultatif et dont le versement est annuel.

Les montants plafonds retenus sont les plafonds réglementaires appliqués aux fonctionnaires d'Etat et évoluent dans les mêmes conditions. Les agents classés selon leur groupe de fonction ne peuvent percevoir un montant supérieur au montant plafond fixé réglementairement pour leur cadre d'emploi.

Le RIFSEEP est versé aux fonctionnaires stagiaires et titulaires.

Le RIFSEEP est versé aux agents contractuels de droit public.

Les agents de droit privé ne sont pas concernés par le régime indemnitaire.

- **L'IFSE : Part fonctionnelle**

La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise et les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

La mise en place de ce dispositif nécessite de déterminer les groupes de fonctions en fixant les plafonds maxima de versement afférents à ces groupes et de répartir les emplois au sein de ceux-ci.

Pour rappel chaque groupe de fonction est établi à partir de critères professionnels tenant compte :

- Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception : niveau hiérarchique, nombre de collaborateurs, management de projet, niveau de responsabilité lié aux missions, délégation de signature,
- De la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions : connaissance acquise, technicité / niveau de difficulté, certification, autonomie, initiative,
- Des sujétions particulières : relations externes / internes, impacte sur l'image de la collectivité, itinérance / déplacements, variabilité des horaires, travail posté, obligation d'assister aux instances / manifestations, engagement de la responsabilité financière et juridique, actualisation des connaissances.

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes de fonction.

- **Le CIA : part liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir**

Il est proposé d'attribuer individuellement chaque année un complément indemnitaire aux agents en fonction de leur engagement professionnel et à leur manière de servir en application des conditions fixées pour l'entretien professionnel. Cette indemnité est laissée à l'appréciation de l'Autorité Territoriale.

Le CIA revêt donc un caractère facultatif dans son versement, mais doit être instauré.

Le CIA sera versé annuellement et sera revu notamment à partir des résultats des entretiens professionnels.

Le CIA est exclusif de toutes autres indemnités liées à la manière de servir.

L'attribution individuelle sera décidée par l'Autorité Territoriale selon les critères définis ci-dessous et fera l'objet d'un arrêté :

- Résultats professionnels obtenus par l'agent et réalisation des objectifs,
- Compétences professionnelles et techniques,
- Qualités relationnelles,
- Capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur,
- Gestion du temps (organisation de son temps de travail, ponctualité, assiduité),
- Qualité de service.

- **Modalités de versement**

L'attribution individuelle pour chaque prime sera décidée par l'Autorité Territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel.

Les montants individuels pourront être modulés par arrêté de l'Autorité Territoriale dans les limites et conditions fixées par les textes applicables à la fonction publique d'Etat ou selon les critères fixés, pour chaque prime, par l'assemblée délibérante.

Les agents admis à exercer leurs fonctions à temps partiel, les agents occupant un emploi à temps non complet ainsi que les agents quittant ou étant recrutés dans la collectivité territoriale en cours d'année sont admis au bénéfice des primes et indemnités instituées au prorata de leur temps de service.

L'IFSE sera versé mensuellement.

Le CIA sera versé annuellement.

Concernant les indisponibilités physiques et conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, l'IFSE sera maintenu dans les mêmes conditions que le traitement, durant les congés suivants :

- congés de maladie ordinaire,
- congés annuels,
- congé pour invalidité temporaire imputable au service.

Conformément à « l'arrêt ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales en date du 22 novembre 2021 (req. n° 448779) », le Conseil d'Etat a jugé que :

Le RIFSEEP (IFSE et CIA) sera suspendu en cas de congés de longue maladie et de longue durée.

**Vu** le rapport présenté par Monsieur Pierre CHEVALIER, Vice-président.

**Le COMITE SYNDICAL**, à l'unanimité :

**-ADOpte** le régime indemnitaire dans les conditions mentionnées ci-dessus à compter du 11 décembre 2025.

**-VALIDE** le tableau des groupes de fonctions en pièce jointe.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,  
Président du SDE24,  
**Philippe DUCENE**

